

Juste Terre!

mensuel n° 204 | novembre 2023



Se loger n'est pas un privilège !

Hiver 1954. C'est si loin. Et pourtant si près. Aussi invraisemblable que cela soit, rien n'est sans doute plus actuel que l'appel lancé par l'Abbé Pierre à l'hiver 54 : « *Mes amis, au secours... Une femme vient de mourir gelée, cette nuit à trois heures, sur le trottoir, serrant sur elle le papier par lequel, avant-hier, on l'avait expulsée... Chaque nuit, (à Paris), ils sont plus de 2000 recroquevillés sous le gel, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu.* »

Noël nous rappelle qu'au jour de sa naissance, Jésus n'avait pas de toit sur la tête. Et la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble vient rappeler que, si le constat est le même au fil des décennies, les statistiques, elles, ne cessent de s'aggraver. Le mal-logement ne concerne pas que ceux et celles, de plus en plus nombreux, qui dorment dans l'espace public, mais ceux et celles qui

dorment dans des hébergements d'urgence, des immeubles inoccupés, des tentes et des caravanes, chez des proches mais aussi ceux et celles qui sont sous le coup d'une expulsion, ne peuvent plus payer leur facture d'énergie, vivent dans des logements insalubres.

En Belgique, le droit au logement est reconnu par la Constitution. Pourtant, chaque minute, des milliers de personnes vulnérables ressentent ce droit comme un privilège auquel ils et elles n'ont pas droit, comme un luxe qu'ils et elles ne peuvent s'offrir. Ce sont pourtant des besoins primaires. Que résume Luc, qui a vécu 9 ans dans la rue avant d'obtenir un logement via Infirmiers de rue, à Liège : « *Être libre, c'est pouvoir me laver, être chez moi, pouvoir cuisiner, manger, dormir quand je veux.* » En un mot, la dignité.

Édito

⊕ Jean-François Lauwens
chargé de communication





À la Maison'Elle, le vivre-ensemble commence au jardin

⊕ Un dossier de *Jean-François Lauwens*



Grâce à Erwann, Anita redonne du sens à sa vie. Le mur qu'elle construit est le symbole de sa reconstruction.

À Rixensart, la Maison'Elle accueille des femmes (et éventuellement leurs enfants) en situation d'urgence pour leur redonner du souffle et de la sérénité. Depuis le confinement, le jardin occupe une place centrale dans la vie des pensionnaires. Qui y feront bientôt du pain et des pizzas !

Anita est arrivée, voici six mois, à la Maison'Elle. Son histoire est terrible, sa résilience est énorme et force l'admiration : *« J'ai tout perdu depuis que j'ai compris que le père de mes trois plus jeunes enfants violait mes deux autres filles, plus âgées. Lui est en prison pour dix ans, mes enfants sont disséminés, on se retrouve chez ma fille aînée une fois par semaine. Moi, je suis ici pour me reconstruire et trouver un logement avant un emploi. »*

Depuis quelques semaines, Anita s'est investie pleinement dans le **projet soutenu par Action Vivre Ensemble** et développé sur place par Erwann Demannez, éducateur et ouvrier de l'asbl. Depuis le confinement, le jardin a pris une place prépondérante dans la vie de cette maison d'accueil pour femmes. La Maison'Elle y déploie un potager, un « kiosque à papotes » mais aussi un abri à pouelles en dur et un four

extérieur. Jumelé à une pergola, il permettra bientôt à tout ce petit monde de cuire son propre pain et de préparer ses propres pizzas. Anita est devenue l'« adjointe » en maçonnerie d'Erwann : *« Cela me permet de ne pas pleurer dans ma chambre en pensant aux raisons pour lesquelles je suis ici. J'adore ça, je regrette de ne pas en avoir fait mon métier ! Vous savez, mon mari a passé sa vie à me rabaisser, je n'étais même pas une enfant désirée. Ici, j'ai enfin l'impression de faire quelque chose de bien et tout le monde est gentil. »*

Le cas d'Anita n'est malheureusement pas isolé. La Maison'Elle accueille 24 personnes, en moyenne une quinzaine de femmes et leurs enfants dans des chambres individuelles ou familiales. *« Mais, précise la directrice pédagogique, Laurence Bourguignon, si ces femmes sont de tous âges, de toutes origines, de toutes régions, le vivre-ensemble finit par leur donner un esprit de corps. Certaines viennent chez nous après une séparation difficile, après une expulsion, après des violences domestiques, après un séjour en institution, certaines sont des jeunes filles mises à la porte par leurs familles... »*

Pour rappel, cet accueil d'urgence peut, au regard des

autorités, durer neuf mois et éventuellement être prolongé d'autant par tranche de trois mois. L'objectif : rendre à ces femmes une stabilité, psychologique comme matérielle. « 85 % d'entre elles

nous quittent pour aller vers un logement, social ou non, les autres retournent dans leur famille. »
Créée en 1981, à Wavre, sous le nom d'Au Logis, la Maison'Elle propose de nombreuses activités, de l'hippothérapie à la

self-defense en passant par le café philo et l'espace sensoriel et propose les biens de première nécessité à prix coûtant.

« Il n'y a que les Semailles qui m'aillent »

À Dinant, les Semailles accueillent une quinzaine d'hommes en difficulté. Leur objectif : assurer une transition entre la rue et un logement dans une région pauvre en emplois. Action Vivre Ensemble soutient le projet Peins ton quotidien.

Christophe n'est pas mécontent de sa formule : « *Il n'y a que les Semailles qui m'aillent.* »
Variation sur le slogan d'une marque bien connue de moutarde, elle vient ponctuer son parcours : « *J'ai connu plusieurs maisons d'accueil et je peux vous dire qu'aucune n'est comme celle-ci. Je n'ai jamais connu cela. Ici, je me sens moi, je peux tout dire, j'ai retrouvé ma dignité. L'équipe est géniale. C'est très familial.* » Il n'y a que deux mois que Christophe est arrivé à Bouvignes, face à Dinant, en provenance de Charleroi. « *Une rupture amoureuse, puis un burn-out professionnel ont fait que je me suis retrouvé à la rue et j'ai fini par devenir dépendant à la drogue. J'ai cru que cela allait m'aider mais cela m'a enfoncé. Quand j'ai obtenu un rendez-vous aux Semailles, on m'a expliqué beaucoup de choses, on m'a guidé mais on m'a dit qu'une cure de*

désintoxication était la condition pour être accepté. Après trois semaines, je suis revenu. Si j'ai une envie, un moment de faiblesse, je peux en parler et cela me fait remonter. J'évite aussi d'aller en ville. Mon objectif, c'est d'abord de trouver un emploi, puis de chercher un logement après. »

Géraldine David, directrice des Semailles, précise : « *Notre but est d'accompagner et de mettre*

les hommes en autonomie pour qu'après neuf mois, ils puissent partir vers un logement. Un emploi, c'est très, très difficile dans la région, alors pour le public avec lequel on travaille, cela l'est encore plus. On a évidemment aussi un accompagnement post-hébergement. »

Créée par l'Abbé Roger Maldague, au départ pour les jeunes en difficulté à Dinant, l'association Les Semailles s'adresse désormais à toutes les catégories d'hommes en difficulté : « *Principalement, des hommes 'sans chez soi' ou*



Christophe a suivi une cure de désintoxication pour pouvoir retrouver le goût de vivre aux Semailles.



Les résidents des Semailles ont souhaité installer des plantes aromatiques.



'mal-logés' pour ne pas se cantonner à ceux qui vivent dans la rue. Ce sont des hommes d'âges divers, sortant d'institutions, de prison, d'hôpitaux, victimes d'expulsions. Souvent, ils ont été placés tout petits et il faut un peu tout leur apprendre. Pour beaucoup d'entre eux, la liberté et l'espace sont difficiles à appréhender après avoir été si

longtemps dans un cadre très fermé. Nous avons aussi, on en parle peu, des hommes victimes de violences conjugales », explique Géraldine David.

Dans cette ancienne maison de repos, Les Semailles accueillent 15 hommes pour 9 mois. Qui, grâce à la créativité et la gentillesse de Melvin Vekeman,

l'ouvrier-peintre de l'association, vont bientôt **repeindre leur chambre. Peins ton quotidien, programme soutenu par Action Vivre Ensemble**, c'est pour eux l'occasion de prendre conscience que c'est important d'avoir soin de son chez-soi, une façon de les préparer à s'occuper de leur propre logement.

Relogeas mise sur son accompagnement pour rassurer les propriétaires

Relogeas va fêter ses 30 ans. Comme la campagne d'Action Vivre Ensemble 1993 sur le logement qui a présidé à sa naissance. Aujourd'hui, avec 57 logements et un accompagnement global, c'est une des plus importantes APL (associations de promotion du logement) de Wallonie.

C'est une idée simple mais géniale ! Sur l'ancien site minier de Monceau-Fontaines, Relogeas a aménagé deux espaces (**Débrouille-toit** et le **Stuuut'yo**) permettant aux locataires de l'association

d'acquérir les bons réflexes liés à la recherche d'un logement et à son entretien. D'une part, un « appartement témoin » truffé de pièges, des conditions d'insalubrité peu connues (l'espace entre les marches,

l'emplacement de la bonbonne de gaz) que les locataires sont invité-es à repérer. À côté, des installations sanitaires et électriques. L'idée de ce **projet soutenu par Action Vivre Ensemble** ? Montrer (en formation de 2 jours et par tuto) les gestes que doivent faire les locataires pour conserver leur logement en l'état (changer une poignée de porte, un syphon, intervenir sur un circuit électrique).

C'est qu'après deux fois six mois maximum dans les logements de Relogeas, les personnes qui y vivent doivent faire le grand saut vers le parc locatif, social ou privé. Charleroi compte 10.000 logements sociaux. Loin d'être suffisant pour répondre à la demande. Relogeas assure un accompagnement complet aux nouveaux locataires. Mais aussi aux... propriétaires. « *Tout le monde sort vers un logement à condition d'avoir participé pleinement aux démarches : on ne peut aider quelqu'un qui ne veut pas l'être, il y a un processus éducatif. Si on saisit l'accompagnement proposé, on a de très bons résultats. C'est d'ailleurs un argument important auprès des propriétaires privés. Nous n'avons pas les mêmes garanties à offrir aux propriétaires que les AIS (agences immobilières sociales) mais ce que nous pouvons garantir, c'est que nous y mettons les moyens humains. Un locataire bien accompagné ne pose pas de problème et paie ses loyers. Nous sélectionnons les propriétaires qui nous contactent par bouche-à-oreille autant que les locataires. Et, à l'arrivée, nous accompagnons les propriétaires comme les locataires car ce n'est pas nécessairement facile pour eux non plus de se mettre aux normes. On fait ainsi des petits*

travaux nécessaires à leur place », expliquent Anne-Catherine Rizzo, sa directrice, et Estelle Richir, sa coordinatrice.

Relogeas, c'est près de 60 logements et 250 personnes suivies par an. Notamment des jeunes en errance logés dans des kots, des femmes victimes de violences en habitat groupé,

des personnes LGBTQIA+ protégés des violences et des mariages forcés (y compris les hommes), des porteurs de bracelet électronique... « *Nous voulons être où les autres ne vont pas. Nos projets ne sont pas prémédités : c'est le terrain qui nous fait remonter ces préoccupations bien avant qu'on en parle sur la place publique.* »

Grâce au projet *Débrouille-toit*, les locataires peuvent apprendre les gestes du quotidien dans un logement.



« *C'est un combat de tous les jours de rester positive. J'étais perdue dans un trou noir avant d'aller voir une association de Charleroi : prendre une douche, manger, dormir sous un toit, cela m'a fait revivre. Je suis enfin une femme épanouie.* »

Anonyme, in *Étude Action Vivre Ensemble 2023*
À bout de souffle. Parcours d'obstacles pour le droit au logement



Les Infirmiers de rue accompagnent vers le logement

L'antenne liégeoise d'Infirmiers de rue accentue ses activités logement en se mettant en chasse de logements privés via les canaux classiques de la recherche immobilière. Son travail en rue a révélé l'immense risque de mortalité d'une partie de ceux et celles qui y vivent.

« La rue, ce n'est pas la liberté, c'est une prison. La vraie liberté, c'est pouvoir me laver, être chez moi, pouvoir cuisiner, manger, dormir quand je veux. Pouvoir disposer du temps, de l'espace, et de mon esprit, de mon corps et de mon âme sans que personne ne m'ennuie. C'est important de trouver quelque chose chez soi parce que sinon, dans la rue, tu te perds, t'es vite soumis aux vices, la drogue, l'alcool, tout ça. »

Luc a vécu neuf ans dans la rue à Liège. Avant de rencontrer Infirmiers de rue (IDR), asbl lancée à Liège en 2019 par deux infirmières. Depuis, **IDR a relogé 14 personnes et 5 autres vont entrer fin 2023 dans des logements grâce au soutien d'Action Vivre Ensemble.**

« Rapidement, raconte Doriane Lambrecht, assistante sociale, nous nous sommes aperçues que les soins en rue représentaient une approche limitée et qu'il fallait sortir les gens de la rue. Nous continuons à parler de 'patient-es' car notre travail de base est médical mais, désormais, l'idée de sortir les gens de la rue pour leur trouver un logement est une activité à part entière. »

Hélène Capocci est la référente logement de l'association : « Le

premier contact, c'est lors de maraudes dans la rue. On travaille avec des personnes extrêmement vulnérables sur le plan de la santé, qui sont en rue depuis plus de trois ans. Ce sont clairement les personnes présentant les plus grands risques de mortalité en rue, celles qui ont besoin le plus urgemment d'un logement, celles aussi qui sont les plus éloignées du logement. Il faut du temps pour les accrocher : certaines personnes sont en rue depuis tellement longtemps qu'elles ne bougent plus, ne vont plus dans les associations. On choisit de leur parler petit à petit d'un logement. On met les personnes en ordre administrativement pour qu'elles aient un revenu, on considère

qu'elles sont prêtes si elles sont d'accord. »

Particularité de son travail : la prospection de logements privés. « Il y a très peu de possibilités abordables sur Liège. Au dernier recensement, en 2020, il y avait autour d'un millier de gens sans abri ou à la rue. Vu le nombre de personnes en attente de logements sociaux ou via les AIS, ce n'est pas à nos patient-es qu'on va les réserver en priorité. Mais nous inscrivons nos patient-es sur les listes d'attente pour qu'ils et elles existent administrativement et qu'ils et elles appartiennent à la réalité. Pour le reste, je vais sur Immoweb et j'appelle les propriétaires. Dire que je travaille pour une association suffit pour qu'on me raccroche au nez. Mais pas toujours. On y arrive mais il faut que les dossiers (preuves de revenus, garantie locative via CPAS) soient prêts. »



Les gens les plus vulnérables en rue sont accompagnés vers un logement par IDR-Liège.

Un accueil au Goéland avant de reprendre son envol



Delphine s'est retrouvée à la rue du jour au lendemain.

Créée par une religieuse de l'Institut de l'Enfant-Jésus à Nivelles il y a 50 ans, l'association Le Goéland permet à 50 femmes et enfants à la rue de souffler avant de repartir vers un logement. Une denrée hors de prix en Brabant wallon.

Delphine s'est retrouvée à la rue du jour au lendemain avec ses enfants. Elle n'avait rien vu venir, et surtout pas les avis d'expulsion des huissiers. « J'ai été expulsée alors que les avis étaient retournés à l'expéditeur. Malgré un arrêt suspensif du juge, j'ai été mise dehors illégalement par ma propriétaire et l'huissier. C'est très violent, on n'a même pas le temps de réagir et de se retourner. Mes affaires ont été embarquées, cassées ou volées. » Comment Delphine en est-elle arrivée là ? « Mon compagnon devait me rejoindre dans cet appartement. Il n'est jamais arrivé ! Il était en prison et j'ai découvert

qu'à cause de ses escroqueries, j'ai... 2 millions d'euros de dettes. Entre-temps, il est sorti de prison et vit dans sa maison à 1500 euros par mois. Et moi, je suis ici... Passer la porte de la maison d'accueil a été un pas extrêmement compliqué à franchir. C'était très difficile mais je n'avais plus le choix : en fait, je m'attendais à entrer dans une prison glauque, j'ai eu très peur. Mais cela a été la meilleure décision que je pouvais prendre. J'ai eu l'écoute et l'aide que je ne trouvais plus nulle part. »

Désormais, dans l'attente d'un logement, elle a quitté la maison d'accueil du Goéland pour un des

studios autonomes. « **Le projet soutenu par Action Vivre Ensemble nous a permis d'inaugurer deux nouvelles chambres familiales dans la maison**, tandis que les studios permettent de retrouver ou d'apprendre l'autonomie. Nous passons ainsi de 23 à 29 lits dans la maison », détaille Julie Gillet, la directrice pédagogique du Goéland. « En 1974, Sœur Paule voulait aider des jeunes filles en difficulté. Petit à petit, on a étendu aux femmes, puis aux femmes avec enfants. Aujourd'hui, la majorité de nos résidentes sont avec leurs enfants, nous hébergeons 50 personnes dont la moitié d'enfants. Il y a beaucoup de victimes de violences intraconjugales - 60 % environ des personnes hébergées - mais aussi des victimes d'expulsions, de différends familiaux, d'addictions ou de troubles de santé mentale. »

En Brabant wallon, plus encore qu'ailleurs, la suite est, malgré l'accompagnement du Goéland, un parcours de combattantes : « Nous devons refuser 350 demandes par an ! Il n'y a que cinq maisons d'accueil dans la province. Certes, la majorité de nos résidentes partent vers un logement, qu'il soit social, AIS ou privé, mais nous les incitons à s'inscrire au-delà de Nivelles, vers les villes du Hainaut où les conditions d'accès sont plus abordables qu'ici. »



« Le logement est un droit mais il est trop souvent pensé comme une source de profit »

⊕ Un dossier de *Jean-François Lauwens*



Noémie Winandy

Le slogan de la campagne d'Avent est *Home sweet home? Un droit, pas un luxe! Se loger est-il devenu un privilège?*

Ce ne devrait pas l'être puisque le droit au logement est inscrit à l'article 23 de la Constitution. Pourtant, on peut se poser la question. En tout cas en ce qui concerne le fait de se loger décemment et pas dans des logements insalubres qui ne respectent aucunement la dignité humaine. Il y a des inégalités sociales systémiques qui empirent en termes de répartition des richesses qui s'additionnent à une explosion des prix de l'immobilier par manque d'encadrement des loyers combinée à un manque criant de logements sociaux. Se loger dans ce contexte est

Noémie Winandy est chargée d'études et analyses à Action Vivre Ensemble. Elle a rédigé l'étude de campagne 2023 sur le droit au logement, *À bout de souffle. Parcours d'obstacles pour le droit au logement*. Elle décrypte une situation chaque jour plus complexe et alarmante. Alors que rien ou presque n'a changé depuis les campagnes sur le même thème en 1993 et 2005. Faut-il désespérer ?

un véritable casse-tête. Le logement est pensé comme un produit, un moyen de faire du profit, et non comme un droit.

Y a-t-il trop peu de logements ou seulement trop peu de logements sociaux ?

On ne manque pas de logements : le phénomène de la vacance locative est énorme, y compris la vacance résidentielle et pas uniquement en ce qui concerne les bâtiments de bureaux. Il est interdit de laisser son logement vide trop

longtemps mais, en même temps, c'est très difficile à détecter. De nombreux logements sont vides mais impayables, il faut les rendre accessibles via les AIS (agences immobilières sociales). De l'autre côté, il y a évidemment beaucoup trop peu de logements sociaux sur le marché par rapport à la demande. À Bruxelles, la moitié de la population de plus d'un million d'habitantes est dans les conditions pour en bénéficier mais, en 2021, on dénombrait seulement 40.300 logements

Pour lire l'étude, allez sur vivre-ensemble.be/etude2023 ou scannez le QR code.



Les photos qui illustrent cet entretien ont été réalisées par Dominique Servais dans le cadre de sa série *Portraits de rue*, réalisée sur une année dans les espaces visibles et invisibles de Liège. Dominique Servais est un volontaire actif d'Action Vivre Ensemble/Entraide et Fraternité dans la Cité ardente.



sociaux à Bruxelles, avec une attente de 7 à 19 ans ! En revanche, souvent, les budgets sont là mais il y a une telle complexité institutionnelle que, parfois, ils ne sont pas utilisés. Nombre de ces logements sociaux datent de l'après-guerre et ne correspondent plus du tout aux normes énergétiques ou de salubrité. Il faut rénover le bâti existant et construire des logements sociaux tout en arrêtant de bétonner les campagnes !

Qu'est-ce qui vous a le plus étonné en creusant le sujet de la recherche de logement ?

J'ai trouvé que les aides et les processus à disposition des gens pour trouver un logement sont extraordinairement compliqués. J'ai essayé de me mettre à la place des personnes précarisées, isolées, traumatisées, peu éduquées qui se retrouvent dans des situations d'urgence et j'ai réalisé que c'était kafkaïen. Comment avoir accès à l'information quand vous êtes dans la rue sans accès à des administrations, sans téléphone ou ordinateur ? Nous avons tous vécu des traumatismes qui nous paralysent plutôt que de nous faire bouger : ce n'est pas du tout pris en compte. On dit aux gens « Remplissez tel formulaire, prenez rendez-vous et revenez dans deux



Le mal-logement et le « sans-chez-soirisme » ne se limitent pas aux gens qui vivent dans la rue mais dans des logements non conventionnels ou alors insalubres.





semaines, tel jour à telle heure. » Il faut renforcer les moyens humains de ces structures d'aide.

Quand on dit « mal-logement », n'a-t-on pas tendance à résumer la problématique au sans-abrisme ?

Absolument. Nous connaissons tous ces cas : c'est une femme avec enfants séparée qui ne peut trouver de logement à prix abordable, ce sont des retraités qui ont travaillé toute leur vie mais dont la pension n'est pas suffisante, ce sont des gens qui sont obligés de vivre hors de la ville vu le prix des loyers mais se retrouvent sans transports en commun... Ces cas n'ont rien à voir avec le sans-abrisme et ne sont pas des cas isolés ou marginaux.

Quelles sont les pistes alternatives, citoyennes par exemple, expérimentales peut-être, pour offrir du logement ?

Ça, c'est la bonne surprise. Il y a pléthore d'initiatives citoyennes qui existent parce qu'il y a un manque au niveau des pouvoirs publics. Il y a des petites structures chez nous comme Sortir du bois, à Liège, qui est né du Covid : des gens à la rue se sont réfugiés sur les Coteaux de la Citadelle. L'association a été chercher ces gens pour les aider et installe des caravanes et des habitats légers sur des terrains prêtés afin de loger des personnes sans abri.

La progression du « sans-chez-soirisme » à Bruxelles

18,9%

L'augmentation du nombre de personnes sans abri en 2022 par rapport à 2020.

54%

Le pourcentage de ces personnes qui vivent en rue depuis plus d'un an.

7134

Le nombre de personnes vivant « sans-chez-soi » : en rue (6317) ou dans des conditions de logement proches du sans-abrisme (hébergement chez des tiers, personnes sous la menace d'une expulsion...) à Bruxelles, en 2022.



© Dominique Servais

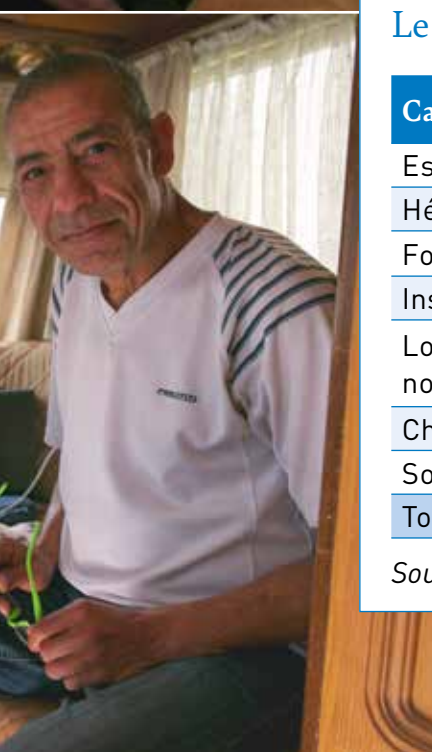
Les loyers sont tellement élevés que beaucoup de personnes doivent renoncer à un toit ou accepter de vivre dans des conditions indignes.



© Dominique Servais



© Dominique Servais



Être femme, seule, avec des enfants, c'est la double, triple peine?

Incontestablement. La femme est désavantagée en termes de salaire, de pension. Quand elle se retrouve dans la précarité, l'effet est démultiplicateur : un salaire ne suffit pas comme famille monoparentale, les propriétaires rechignent à louer à une femme seule avec des enfants qui abîmeront peut-être le bien ou parce qu'elle ne fera pas elle-même les menus travaux... La configuration de la famille a changé mais les familles monoparentales sont vues comme marginales alors qu'elles sont majoritaires. Par exemple, les logements sociaux ne sont pas adaptés à cette nouvelle donne. Et quand cette femme est à la rue, il y a invisibilisation : elle se camoufle ou se cache pour se protéger. Cela va jusqu'au dénigrement de sa personne physique, jusqu'à ne plus se laver, à modifier son timbre de voix pour éviter les assauts sexuels des hommes.

Quelles sont les mesures les plus urgentes à prendre ?

D'abord, il faut sortir de la logique de marchandisation des logements et cela passe par l'encadrement des loyers. Chez nous, l'encadrement des loyers existe à titre purement indicatif. Il y avait un filet de sécurité qui consistait à suspendre l'indexation des loyers pour les biens qui ont un mauvais PEB (certificat de performance énergétique des bâtiments) mais cette mesure vient d'être supprimée. Ensuite, il faut mener des politiques de sortie du sans-abrisme en allouant plus de moyens au *housing first* : on considère, enfin, du côté des pouvoirs publics que le logement est un point de départ vers l'insertion et non quelque chose que l'on mérite parce que l'on travaille. Mais, pour que cela marche, il faut absolument un accompagnement de qualité pérenne et durable et, donc, un renforcement des moyens financiers et humains des associations car les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales sont au bout du rouleau.

Le dénombrement 2022 des « personnes sans-chez-soi » à Bruxelles

Catégories	2008	2014	2018	2020	2022
Espace public	269	412	759	719	809
Hébergement d'urgence	234	367	1305	1928	1593
Foyer d'hébergement	780	1357	990	1140	1473
Institutions	0	36	62	31	155
Logements non-conventionnels	441	975	1044	1495	2435
Chez des tiers	Non dénombrés avant 2022				375
Sous menace d'expulsion	Non dénombrés avant 2022				294
Total	1724	3147	4160	5313	7134

Source : Bruss'Help (Région bruxelloise), juin 2023



Nos victoires contre l'injustice

Objectif atteint pour Cofamon

C'est un fameux objectif que s'était fixé le Collectif des familles monoparentales à Liège : obtenir 1000 signatures pour soumettre au Parlement wallon un texte demandant « *que les familles monoparentales soient mieux soutenues par la Région wallonne* ». Plus de 2000 personnes l'ont signé et la pétition a été déposée. Le fait d'être famille monoparentale est un handicap social. Cofamon demande notamment que le statut des familles monoparentales soit favorisé pour l'accès aux logements sociaux, pour les allocations familiales et le précompte immobilier.

Opération rénovation pour Braséro

Le seul abri de jour de la région tournaisienne, Braséro, soutenu par Action Vivre Ensemble, a fermé ses portes durant quelques jours au mois de septembre, histoire de procéder à la rénovation de la maison mise à disposition par l'asbl Solidarité

médicale Notre-Dame. Une partie du bâtiment n'est pas utilisable : la rénovation permet d'offrir de nouveaux bureaux ou salles communautaires. Un potager est également en chantier. Chaque année, l'équipe de Braséro accueille 400 personnes dans ses locaux pour les orienter administrativement, psychologiquement, juridiquement ou leur offrir des moments de détente.

Un « Pacte logement-énergie » pour demain

En 2022, lors du premier weekend de la transition d'Entraide et Fraternité/Action Vivre Ensemble, à Wanne, Christine Mahy (Réseau wallon de lutte contre la pauvreté) et Nicolas Van Nuffel (Coalition Climat, CNCD-11.11.11) avaient jeté les bases d'un *Pacte logement-énergie pour les portefeuilles plats*. Une collaboration fructueuse puisque le Pacte vient d'être porté sur les fonts baptismaux en vue des élections de 2024. Il repose sur 15 vertus et 18 mesures.

Quatre petits contes de l'Avent pour les 6-10 ans

Comme chaque année, Action Vivre Ensemble propose 4 contes pour accompagner les enfants sur le chemin de l'Avent. Adossés aux textes liturgiques et à la campagne d'Action Vivre Ensemble, ils suivent leur propre fantaisie pour préparer peu à peu les enfants au mystère de Noël.

Par Geneviève Bergé, illustrés par Véronique Hidalgo

Prix : 3 euros. À commander sur avent.vivre-ensemble.be



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.